

# le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

*L'initiative Pour le remboursement des soins dentaires, sur laquelle les citoyens vaudois se prononceront le 4 mars, fait l'objet d'un débat animé, qui oppose, bien entendu, les gens de cœur et les vilains égoïstes, patrons et «riches» en tête.*

*Lancée par l'extrême gauche, qui, comme chacun sait, a le monopole des bons sentiments, cette initiative prévoit la mise en place d'une assurance obligatoire pour les soins dentaires de base et un dispositif de prévention en matière de santé bucco-dentaire, ainsi que la mise en place d'un réseau de polycliniques dentaires régionales, le tout financé, «pour les personnes cotisant à l'assurance vieillesse et survivants (AVS) par un prélèvement analogue à celui de l'AVS et, pour les autres, par la politique sanitaire cantonale.» En clair, le financement sera assuré par un prélèvement (de plus) sur les salaires et sur les entreprises, ainsi que par les impôts.*

*N'allez surtout pas demander le pourquoi de pareille initiative et des coûts qu'elle va engendrer. On vous regardera de travers et on vous lâchera, en vous considérant d'un œil torve, le maître mot: solidarité! Vous qui n'êtes pas forcément très riches, mais qui payez vos impôts et vos autres factures ponctuellement; qui, toujours au nom de la solidarité, voyez vos primes d'assurance maladie grimper régulièrement; qui essayez de mettre un petit quelque chose de côté pour le cas où il vous arriverait un pépin non couvert par une assurance; qui, le cas échéant, reporterez à plus tard l'achat d'un nouveau téléviseur, conserverez votre voiture un peu plus longtemps que prévu ou raccourcirez vos vacances pour pouvoir payer votre dentiste, vous devez vous sentir solidaires du dix pour cent de la population vaudoise qui, selon les initiants, n'a pas les moyens de se payer des soins dentaires de base – il n'est pas question que l'assurance dentaire obligatoire vous offre un jour des implants ou des appareils dentaires.*

*Dix pour cent de la population vaudoise, ça représente environ 77'800 personnes<sup>1</sup>. On fera remarquer que ce pourcentage est sujet à caution, puisque «plusieurs études existent et aboutissent à des résultats de 3% [un peu moins de 23'350 personnes] à 20% [un peu plus de 155'650]»<sup>2</sup>.*

*Mais ne cherchons pas la petite bête et faisons semblant de croire que les chiffres énoncés par la gauche dite radicale sont forcément exacts.*

*77'800 personnes privées de soins dentaires dans un canton prospère, dont le système d'aide sociale est généreux, c'est énorme; tellement énorme qu'on s'interroge: sur ces 77'800 personnes, combien auraient droit à une aide sociale qu'elles ne sol-*

*licitent pas? Combien sont victimes non pas de la pauvreté, mais de leur inaptitude à gérer leur budget? Combien prétendent manquer de moyens, alors qu'elles ont tout bêtement peur d'aller chez le dentiste ou que leur propre négligence les a placées dans une situation critique – n'est-il pas évident que si on attend, pour se décider à rendre visite à son dentiste, d'avoir des abcès ou des dents qui se déchaussent, la facture n'aura plus rien à voir avec le prix de «soins dentaires de base»?*

*Je ne conteste pas la nécessité de faire preuve de solidarité envers des gens qui sont dans la dèche sans que leur responsabilité soit engagée. Mais il n'y a aucune raison pour que des irresponsables profitent de la solidarité forcée de ceux qui se prennent en charge au prix, parfois, de sacrifices importants. Responsabilité et solidarité sont indissociables, faute de quoi on incite les gens à adopter une mentalité d'assistés, on encourage la gauche à exiger toujours plus de ponctions «en faveur des plus démunis», on appauvrit les salariés, on met en péril l'économie et on dévaste les finances publiques.*

*Quant aux citoyens bien pourvus qui, avec la condescendance de dames patronnesses – «Voici un bol de soupe, mon brave homme!» –, se déclarent favorables à l'initiative pour le bien de la classe moyenne, ils me donnent de l'urticaire, car c'est bel et bien la classe moyenne qui, une fois encore, souffrira le plus de la charge financière qu'implique cette nouvelle assurance obligatoire.*

Mariette Paschoud

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2016, le canton comptait 778'251 habitants.

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/communiqués-presse.assetdetail.2118847.html>.

<sup>2</sup> <https://www.24heures.ch/vaud-regions/facture-tres-opaque-soins-dentaires/story/19138552>.

## Ô monde médiocre!

En ce moment même, les Suisses s'écharpent sur l'initiative «No Billag», soumise au vote du peuple et des cantons le 4 mars. Le texte demande, pour l'essentiel, que la Confédération ne puisse plus subventionner aucune chaîne de radio ou de télévision.

### «La fin du monde est proche»

Parmi les belligérants, on entend évidemment les journalistes, ceux de la SSR – qui défendent leur bifteck, ce qui est compréhensible – et ceux des autres médias – qui défendent leur éventuel futur bifteck, ou simplement leurs confrères et amis, ce qui est tout aussi respectable. Mais au-delà d'un sain réflexe corporatiste, tous ces gens de presse s'accrochent aussi à leur immense pouvoir, à leur capacité d'influencer la société selon leurs idées. A force de baigner non seulement dans l'opulence financière mais aussi dans le conformisme intellectuel de centre gauche, ils suscitent une irrésistible envie de voter «oui».

Les responsables de la SSR auraient pu sentir assez tôt ce vent de contestation, aller à la rencontre des contestataires, faire quelques concessions pour calmer les esprits,

proposer des plans B et C afin de témoigner de leur ouverture au dialogue. Mais non. *On ne change rien, ça passe ou ça casse, de toute façon, ils n'oseront pas. Chiche?*

Toujours du côté des opposants, on trouve ensuite l'officialité bien-pensante, les politiciens, les notables, les artistes, qui mènent campagne contre une initiative dont ils affirment qu'elle entraînerait une disparition de la culture, de la télévision «civilisée», la fin d'un lien tant régional que confédéral, l'émiettement de la Suisse. Tout n'est pas toujours entièrement faux dans leur argumentation, mais ils sont tellement excessifs, tellement catastrophistes, tellement larmoyants et tellement officiels qu'ils ne convainquent pas et produisent même, chez beaucoup de citoyens, un effet contraire à celui souhaité: ils donnent envie de voter «oui».

### «Moi, ma musique, mes émissions»

Si les opposants à «No Billag», paradoxalement, encouragent le camp de leurs adversaires, on peut en dire à peu près autant de nombreux partisans de l'initiative. Médiocres argumentateurs, ignorants quant aux sujets dont ils prétendent traiter, imprécis, illogiques, aigris et agressifs, ils nous donnent furieusement envie de voter «non».

Un de leurs principaux arguments est qu'ils ne veulent pas payer pour financer des médias qui ne les intéressent pas et qu'ils n'écoutent ni ne regardent jamais. A priori, on peut les comprendre. Pourtant, on devrait voir que la solidarité financière existe souvent dans les communautés humaines: familles, associations, communautés professionnelles, copropriétés, communautés politiques. En tant que membres d'une communauté, nous participons de plus ou moins bonne grâce au financement et au fonctionnement de services communs que nous n'utilisons peut-être pas personnellement, mais qui constituent des éléments du lien communautaire. Nous ne nous révoltions que dans deux circonstances: lorsque le but de ces contributions ne correspond clairement pas à nos attentes, ou va même à l'encontre de nos convictions, ou alors lorsque nous ne nous sentons plus membres de la communauté.

D'un certain point de vue, on peut considérer que, dans le cas de la redevance radio-TV, ces deux conditions sont réunies. La société dans laquelle nous vivons aujourd'hui ne constitue plus une véritable communauté: les individus y ont des origines différentes, des langues différentes, des mœurs différentes, des religions différentes. Des groupes coexistent en s'ignorant ou en s'affrontant. Dans ces conditions, il est compréhensible que les médias publics, qui faisaient autrefois la fierté des Suisses, n'éveillent désormais plus aucun intérêt chez un certain nombre d'individus. Cela ne justifie pas pour autant l'initiative «No Billag»: le but ne devrait pas être d'accélérer une évolution délétère ni d'achever l'anéantissement d'une communauté moribonde, mais au contraire de réagir et de tenter de recréer les liens communautaires que l'esprit du temps a détruits.

Reste l'argument des programmes qui déçoivent. Mais ceux qui critiquent les orientations idéologiques de la SSR – et ils ont raison de le faire – ne forment qu'un petit bataillon parmi les contestataires. Dans la cacophonie de ces derniers, on entend plu-

tôt: «Ça m'intéresse pas, je r'garde pas la télé, c'est des programmes de vieux, y a rien pour les jeunes!» *Moi, ma musique, mes émissions, le reste j'm'en fous...* Les partisans de «No Billag», en particulier les plus jeunes d'entre eux, tiennent un discours pauvrement libertaire et individualiste que nous ne voulons pas partager.

### L'avis des zigotos

Entre des médias médiocres et orientés qui abusent depuis trop longtemps de leur pouvoir et qui ont bien cherché ce qui risque de leur arriver, une nomenclatura bien-pensante dont les prédictions catastrophistes ne sont plus prises au sérieux, et de jeunes révolutionnaires individualistes et incultes suivis par une populace furieuse, on ne sait pas qui prendre pour assommer qui. On se prend à rêver d'un régime qui, d'autorité, instaurerait des chaînes de radio et de télévision publiques et de qualité, sans demander l'avis de n'importe quel zigoto.

Selon les derniers sondages relatifs aux intentions de vote, les indécis ne représentent que 1% des personnes interrogées. Les gens sages sont toujours peu nombreux.

*Pollux*

\*\*\*\*\*

## Complotisme

Je ne sais plus qui a écrit: «Le diable n'a pas remporté de plus grande victoire qu'en démontrant qu'il n'existait pas.» Il en va de même avec les *complots* et les *complotistes*: un chercheur de l'Université de Fribourg recense les cas où un nombre important de personnes croient que le monde officiel nous ment. Cela va de l'assassinat de J.F. Kennedy, où 55% des sondés estiment que la CIA est impliquée, à la mission Apollo d'alunissage, qui aurait été inventée par la NASA et filmée en studio pour 16% des sondés. Il y aurait même environ 10% des gens interrogés qui supposent que la Terre est probablement plate.

En mettant dans le même sac des élucubrations amusantes et des événements qui donnent lieu à des controverses sérieuses et fondées, à des soupçons de manipulation des sources, on en arrive à ridiculiser toute recherche historique indépendante, si ses conclusions s'écartent de la doxa officielle.

Les avocats qui défendent les pédophiles ont largement usé de cette ficelle: comme il a été établi que la prétendue victime mentait à ses parents pour retrouver le soir son petit ami, elle est donc une affabulatrice d'habitude *et les accusations portées contre mon client sont hautement invraisemblables.*

Sachant que la Terre est ronde, ce qui n'est contesté sérieusement, à ma connaissance, par personne, peut-on ridiculiser ceux qui croient que la possible nocivité des vaccins est cachée par l'industrie pharmaceutique avec la complicité du Ministère de la santé, ce qui est une hypothèse possible, ou que les sociétés secrètes ont joué un rôle important dans la Révolution française et la Révolution russe, ce qui

est aujourd'hui admis par tous les historiens, mais encore ignoré des chercheurs de Fribourg et en tous cas des journalistes du *Matin*?

On nous met constamment en garde contre l'*amalgame*: tous les terroristes sont musulmans, mais tous les musulmans ne sont pas des terroristes. Tous les trafiquants de drogue sont issus d'Afrique ou des Balkans, mais les Africains ou les Kosovars ne sont pas tous des trafiquants. Avec les complotistes, l'*amalgame* est non seulement autorisé, mais obligatoire: si vous voulez éviter d'être aussi ridicule que ceux qui croient encore que la Terre est plate, vous devez croire les versions officielles. La troisième tour du *World Trade Center*, qui n'a été frappée par aucun avion, s'est effondrée toute seule, à cause des vibrations sur le site... Les mouvements djihadistes n'ont jamais été financés par les services secrets occidentaux... la première cellule vivante apparue sur terre a donné naissance, après des millénaires d'évolution et d'adaptation, à la fois aux fourmis, aux mammouths et aux êtres humains... et quand bien même les grands financiers le proclament eux-mêmes avec arrogance, il n'existe pas de projet de *Nouvel Ordre mondial* ultralibéral visant à la disparition des nations.

Des législations idoines en Europe interdisent le doute sur certains événements de la *Deuxième Guerre mondiale* et prévoient des peines de prison pour celui qui publie le résultat de ses recherches si ce résultat n'est pas conforme à l'enseignement officiel. Et l'enseignement officiel, ce sont les vainqueurs des guerres qui l'inventent et c'est la presse et les fameux réseaux sociaux qui le fixent. Durant plus de cinquante ans, on a cru que l'armée allemande était responsable du massacre des officiers polonais à Katyn. Pendant plusieurs mois, on a cru que les sbires du dictateur roumain Ceausescu avaient assassiné et affreusement mutilé des milliers de victimes à Timisoara. Le 10 août 1990, on a cru les faux témoins qui affirmaient avoir vu les soldats irakiens arracher des bébés des couveuses à l'hôpital de Koweït City et les jeter dans la rue. Le 5 février 2003, le général Colin Powell a agité devant l'assemblée de l'ONU un petit flacon de sucre qu'il a affirmé être de l'anthrax, pour démontrer que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive. On l'a cru.

Ceux qui mettaient en doute ces affirmations et ces témoignages étaient qualifiés de *complotistes*, mais on n'avait pas encore d'armes législatives et pénales pour les faire taire. C'est ainsi qu'il s'est avéré plus tard que ces inventions étaient de purs bobards de guerre et le public a pu le savoir.

D'autres bobards sont protégés par la loi et le doute est un délit pénal. On prévoit même en France une loi pour réprimer les *fake news*, sans qu'on sache exactement qui décidera qu'une nouvelle est fausse ou vraie et comment on pourra réprimer la diffusion de calembredaines sur internet. Expérience faite par des chercheurs, une information qualifiée de *hoax* (bobard) est immédiatement vue par dix fois plus d'internautes qu'elle ne l'était avant d'être mise en doute. On peut donc se demander si la dénonciation ne favorise pas la diffusion... et la crédibilité.

Il faudra, hélas, s'y habituer: il y a dans la population de plus en plus de justiciers, qui deviennent délateurs par *amour des lois*, comme le proclame l'hymne vaudois. La fumée ne me gêne pas, mais ici il est interdit de fumer! Avant d'obtenir le rôle, j'étais assez contente de me faire tripoter par le producteur, mais aujourd'hui que je suis célèbre je trouve ça dégueulasse! Et les médias de grands chemins, comme les appelle plaisamment Slobodan Despot, sont complices: la presse a troqué sa mission d'information contre un devoir d'éducation.

Et si on n'avait pas envie d'être rééduqué?

*Claude Paschoud*

\*\*\*\*\*

## Ne dites pas...

Ne dites pas: «Compte tenu du niveau des actuels grands de ce monde, on peut parier que leurs mémoires – s'ils les écrivent – ne seront guère intéressantes.» Dites: «Compte tenu du niveau des actuels grands de ce monde, on peut parier que leurs mémoires – s'ils les écrivent – ne seront guère intéressants.»

On aura avantage à se rabattre sur les *Mémoires d'un âne* de la Comtesse de Ségur.

*Le pinailleur*

\*\*\*\*\*

## Vers le chaos

Qu'on le veuille ou non, c'est un fait! L'Europe, comme entité politique, s'est constituée, après la chute de l'Empire romain, sur la religion chrétienne. A ce titre, elle repoussa l'islam d'Espagne après l'avoir fait en France au VIII<sup>e</sup> siècle. Y subsiste d'ailleurs un souvenir dans le nom du massif des Maures. Mais, c'est un fait, l'Europe s'est divisée religieusement, d'abord dans sa partie orientale, puis nordique. Le nationalisme s'est alors progressivement substitué au lien essentiellement religieux primordial. Il a engendré l'étatisme moderne avec le processus concomitant de la sécularisation.

C'est au nom de cette dernière idéologie que, dorénavant, l'islam reconquiert, prudemment et lentement mais sûrement, une place en Europe jadis chrétienne.

A cet égard, l'immigration d'Afrique ou d'Asie mineure constitue une réelle menace, dont la conscience est violemment occultée. En effet, dans les milieux officiels de la grande presse ou de la politique, on ne veut pas voir ni faire voir cette menace, et c'est au fond très naturel, car cette menace clairement perçue met directement en cause le processus que l'on croit acquis de la sécularisation. Peu à peu, mais de manière continue, les peuples d'Europe perdent leur identité historique au point que la notion même d'identité est devenue un objet de suspicion en Europe.

La distinction que l'on nous impose entre un islam modéré et un islam radical est totalement infondée si l'on se réfère à une connaissance historique et même scripturaire de cette religion. Ces deux qualifications obéissent à la même stratégie de conquête, l'une servant de voie d'accès à l'autre en temps voulu...

L'Union européenne veut une Europe sans Etats et sans en devenir un elle-même. Elle ne poursuit qu'un seul but: abolir de manière occulte mais continue l'ordre politique pour y substituer une simple gestion administrative des intérêts sous contrôle purement idéologique, les fameux «droits de l'homme». La paysannerie est la première couche sociale à en pâtir. Son enracinement constitue pour l'Administration une tare intolérable ...

Face à ce chaos qui menace, le personnel politique fédéral offre de jour en jour moins de garantie de salut, UDC mise à part chez nous. Mais l'Europe centrale et orientale perçoit mieux ce danger. C'est là une lueur d'espoir dans laquelle la Russie pourrait jouer un rôle opportun de nouvel impérialisme. Son obédience romaine dissiperait toute équivoque. ...

*Michel de Preux*

\*\*\*\*\*

## **Le peuple suisse subit-il le *diktat* du Conseil fédéral en matière européenne?**

Deux conférences données en automne 2017 furent le déclencheur de cette réflexion. Il s'agit, primo, de celle du 14 novembre de Monsieur l'ambassadeur Charles-Edouard Held sur le sujet *Prise entre les contraintes externes et internes, la Confédération a-t-elle encore le choix de sa politique?* prononcée à Pully dans le cadre du cycle organisé par la section vaudoise de la *Nouvelle Société Helvétique* et, secundo, de celle tenue le 7 décembre à Martigny par Monsieur le ministre diplomatique Philippe G. Nell sur le sujet *25 ans après l'EEE: les défis de la Suisse face à l'Union européenne, aux Etats-Unis et suite au Brexit*, organisée par *UniDistance*<sup>1</sup>.

Les deux présentations furent empreintes d'aspects et rappels historiques ainsi que de réflexions ayant un impact, en particulier, sur l'économie suisse de par notre position géographique et économique au sein et au centre du demi-continent ouest-européen. Les deux intervenants ne laissèrent planer aucun doute sur le développement économique de notre pays depuis les années cinquante et sur la nécessité de poursuivre tout ce qui permettra de pérenniser cette évolution positive, ceci quels que soient les moyens et véhicules utilisés par les autorités politiques et les acteurs économiques dans le respect évident de la Constitution fédérale et, par extension, de la volonté manifestée par les citoyens suisses. A titre d'exemple, Monsieur Nell estime que si les accords bilatéraux I devaient être «guillotiné» le PIB annuel suisse connaîtrait une croissance inférieure de 5 à 7% d'ici à 2035. Quant aux mesures mises en œuvre, cela nécessitera, en l'état, une obligation des entreprises d'annoncer des emplois of-

ferts afin de respecter l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) et éviter la clause guillotine.

Cette récente mesure est-elle un *diktat* du Conseil fédéral (CF) à la lueur de la votation du 9 février 2014, lors de laquelle 50,34% de la population et une majorité des cantons (participation de 56,6 % – record depuis le vote sur Schengen-Dublin avec 56,8%) acceptèrent l'initiative UDC contre l'immigration de masse? Rappelons que cette dernière visait à réintroduire des plafonds annuels à l'immigration, ainsi que des contingents pour les autorisations de séjour en Suisse. Le lecteur intéressé et averti aura suivi les nombreuses tentatives de négociations du CF auprès de l'Union européenne (UE), ainsi que les débats des Chambres fédérales avant d'aboutir à la récente mesure susmentionnée<sup>2</sup>. Rappelons encore que le CF avait signalé, ante votation, que la modification constitutionnelle proposée (introduction de l'art 121a de la Cst.) n'était pas compatible avec l'ALCP et donc avec les accords bilatéraux conclus avec l'UE.

Revenons à la question du *diktat*. Force est de constater, et bien qu'une nouvelle initiative demandant l'abrogation des dispositions constitutionnelles sur l'immigration ait été déposée le 27 octobre 2015, que l'Assemblée fédérale adopta la loi d'application de l'art. 121a Cst. le 16 décembre 2016; force est aussi de constater que le référendum lancé à l'encontre de cette décision législative du Parlement (représentant du peuple suisse) n'a pas connu le soutien escompté de la part des citoyens suisses. Ainsi, le peuple, dit souverain dans notre démocratie participative semi-directe, a eu la possibilité de se prononcer contre cette loi d'application; il serait bien inspiré de cesser de cracher dans la soupe économique (pour rappel à ce sujet, les acteurs économiques et politiques ont réussi à s'accommoder d'une perte de valeur du CHF contre l'euro d'environ 17% durant les trois dernières années) en voulant encore tenter une application obtuse du texte voté lors de la votation du 9 février 2014.

*Le blérot*

<sup>1</sup> [www.unidistance.ch](http://www.unidistance.ch).

<sup>2</sup> réf. intéressante : [www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/fza\\_schweiz-eu-efta/umsetzung\\_vb\\_zuwanderung.html](http://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/fza_schweiz-eu-efta/umsetzung_vb_zuwanderung.html).

\*\*\*\*\*

## Des tâches *régaliennes* de l'Etat

Un ministère régalien est un ministère qui répond aux fonctions régaliennes de l'Etat (régaliennes = littéralement: qui appartiennent au roi), c'est-à-dire aux fonctions dont la responsabilité doit normalement être prise par l'Etat et qu'il ne doit pas déléguer à des sociétés privées.



Les ministères régaliens au sens le plus strict concernent l'*armée*, la *police* et la *justice*, ainsi que le droit de battre monnaie.

Sous l'influence des loges maçonniques et depuis la Révolution française, on admet généralement que l'instruction est aussi une tâche d'intérêt public, financée par l'impôt, et que les écoles privées sont donc étroitement surveillées, de même que les familles qui prétendent dispenser l'enseignement en leur propre sein. Celles-ci passent donc à la caisse deux fois.

A vrai dire, les compétences de l'Etat sont de plus en plus nombreuses, les prescriptions étatiques de plus en plus contraignantes; la liberté des corps intermédiaires (organisations patronales ou syndicales, corporations, paroisses, communes, etc.) et des individus s'amenuise irrémédiablement dans une quasi-indifférence.

C'est évidemment pour votre sécurité et votre bien qu'on vous impose des vitesses limitées, des vaccins, des normes pénales pour lutter contre l'érotisme ou les propos haineux, qu'on limite les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère ou qu'on vous interdiera la cigarette dans tous les lieux publics, demain même dans la rue.

On s'est tellement habitué à cette mainmise de l'Etat sur tout que l'existence d'une radio télévision d'Etat, entièrement financée par la Confédération, ne choque presque personne. D'aucuns estiment même qu'une radio d'Etat comme l'est la SSR est nécessaire au fonctionnement de la démocratie.

La question n'est pas son prix, même si la redevance payée par les Suisses est très largement supérieure à celle des pays qui nous entourent. La question est plus fondamentale: actuellement, la SSR est la radio-télévision du Pouvoir. Or, si le Pouvoir était le reflet fidèle des citoyens, de la démocratie, comme ils disent, et visait à concilier les intérêts divergents sur un plan supérieur, on pourrait s'en accommoder. Mais le Pouvoir n'est pas le peuple et il ne représente même pas le peuple, ni les corps constitués, ni les intérêts de la nation ou des citoyens. Comme Bertrand de Jouvenel l'a montré, le Pouvoir a une existence propre, qui vise essentiellement à se maintenir et se perpétuer.

La radio-télévision a une mission d'information et de divertissement. Sa mission primaire, l'information, est prétendument *d'intérêt public*, comme la police, l'armée, l'entretien des routes ou la distribution d'électricité. Voilà une thèse largement répandue, mais fort discutable. Pourquoi la mise à disposition de l'information devrait-elle suivre d'autres règles que la distribution des pommes ou de la viande dans le public, dont le Pouvoir ne s'inquiète nullement? Pourquoi la diffusion de l'information devrait-elle faire partie des tâches *régaliennes* de l'Etat? A l'époque où les longueurs d'ondes utiles étaient en nombre limité, il fallait peut-être qu'on les répartisse avec parcimonie et équité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Tous ceux qui veulent s'informer peuvent accéder à des milliers de sources, imprimées ou informatisées, gratuites ou payantes.

On nous objecte que ces sources ne sont pas toutes fiables, d'où précisément la lutte contre les *fake news* et la nécessité d'une radio-télévision formée à la vérification des sources, objective, honnête...

Mais cette prétention est une farce. Il suffit de constater comment les journalistes «officiels» ont gobé sans sourciller les bobards les plus énormes en Roumanie, en Irak ou au Koweït, sans parler de ces prétendus rescapés de l'Holocauste glorifiés par la presse avant d'être démasqués comme de vils affabulateurs. Enquêtes? vérifications? Allons donc!

Pour douze plumes originales en Suisse romande, vous avez huitante-huit tâcherons médiocres, dont le seul souci est de ne pas déplaire à leur rédacteur en chef ou à leur éditeur, pour ne pas figurer dans la prochaine charrette de licenciés. Et à la SSR, vous avez l'ensemble du personnel qui, pris de panique, nous prédit la fin du monde en cas d'acceptation de l'initiative «No Billag».

Nous verrons !

C.P.

\*\*\*\*\*

## Bricoles

### Eleveurs sans cœur

Le salon agricole *Swiss Expo* – pourquoi pas *Expo suisse?* – s'est tenu à Lausanne, au Palais de Beaulieu, du 8 au 13 janvier. Bien entendu, cette exposition était, pour les éleveurs, une occasion de présenter leurs animaux. Et, naturellement, pareil événement ne pouvait que susciter l'ire des animalistes, végétaliens radicalisés et autres antispécistes.

Une manifestation rassemblant une énorme foule d'environ soixante personnes a donc eu lieu à Beaulieu avec la bénédiction des autorités lausannoises. Les champions de la cause animale scandaient, paraît-il, des slogans – «Sans bidoche, le monde serait moche», «La torture, c'est notre culture» ou encore «Bravo Swiss Expo pour la traite des animaux» –, dont la qualité littéraire et l'humour glacé et sophistiqué n'ont pas suffi à calmer l'énervement de certains éleveurs. Ceux-ci s'en sont pris aux manifestants, leur arrachant leurs pancartes, leur jetant des œufs et les arrosant de bière et d'eau – mais leur épargnant les coups, semble-t-il.

Il convient de condamner fermement ces tortionnaires de vaches, dont le comportement inacceptable nuit à la cohésion nationale et au pluralisme démocratique.

Il convient surtout de dénoncer avec la dernière énergie l'indifférence aux convictions d'autrui dont ont fait preuve les éleveurs de bovins martyrisés: aux intégristes de la protection animale on ne lance pas des œufs, produits issus d'animaux, mais des tomates!

## Véganerie

L'association PETA (People for the Ethical Treatment of Animals) a été fondée en 1980 aux Etats-Unis et possède des antennes dans de nombreux pays. Si elle mène des combats qui méritent le respect, elle sombre aussi parfois dans le ridicule.

Par l'intermédiaire d'une dénommée Dawn Carr, présentée comme directrice des projets d'entreprise végans de PETA, *Aquatis*, le nouvel aquarium-vivarium qui a ouvert ses portes à Lausanne en octobre 2017, a été sommé tout récemment «de retirer les plats à base d'animaux marins du menu de son restaurant»<sup>1</sup>. En effet, selon cette brave dame, «servir du poisson dans un aquarium, c'est comme servir des nuggets de singe dans un zoo».

Les lecteurs qui ont trouvé des *nuggets* de singe sur la carte des mets d'un zoo seront bien aimables de me le signaler.

Si on suit le raisonnement de cette valeureuse combattante, servir du poisson dans un aquarium, c'est comme servir des filets de perches au bord du lac, servir des truites au bord d'une rivière, servir des steaks dans un chalet d'alpage ou du poulet rôti aux environs d'un poulailler.

Mais ce n'est certainement pas comme servir de la cervelle à proximité d'une militante *végane*.

<sup>1</sup> <http://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/-Les-poissons-servis-dans-les-assiettes--font-debat-14950326>.

## CRANerie

Il existe une confiserie baptisée «hérisson en chocolat», qui se vend depuis des décennies. On en trouve sur internet de nombreuses images, qui ne montrent que ce qu'il faut y voir, c'est-à-dire des hérissons en chocolat, noir ou au lait, diversement décorés. Il faut avoir l'esprit tordu pour y voir autre chose.

Je ne me risquerai pas à prétendre que les dirigeants du CRAN (Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-noir) ont l'esprit tordu. Tout de même, ils devaient être un peu fatigués quand ils ont décidé de saisir le Ministère public genevois, se plaignant «d'un hérisson en chocolat représenté avec un gros nez et des lèvres charnues, évoquant l'imagerie de Tintin au Congo et les représentations coloniales des Africains»<sup>1</sup>.

Le Parquet a classé la plainte, refusant de voir dans le malheureux hérisson une manifestation de discrimination raciale. Il a en outre condamné le secrétaire général du CRAN pour avoir adressé un courriel menaçant au pâtissier «raciste». Voilà qui paraît raisonnable.

On ne pouvait hélas attendre autant de bon sens de la part de Martine Brunschwig Graf, présidente de la commission fédérale contre le racisme. Certes, elle estime qu'une affaire de ce genre ne devrait pas se retrouver devant les tribunaux et devrait

se régler à l'amiable. Elle n'en considère pas moins qu'affaire il y a, tout en ajoutant, il est vrai, dans sa grande mansuétude, qu'il s'agit d'une maladresse et que «faire de toute maladresse une affaire de racisme n'est pas bon pour la lutte contre les discriminations».

On espère que ce pâtissier si maladroit saura se réformer et se contentera à l'avenir de fabriquer des hérissons en chocolat blanc représentés avec un long nez pointu et des lèvres de vieillard édenté.

<sup>1</sup> <http://www.20min.ch/ro/news/geneve/story/mm-17739474>.

## **Encore un mensonge**

La presse était dans tous ses états le 17 janvier: elle soupçonnait en effet la Maison Blanche d'avoir triché sur la taille du président Trump pour éviter à celui-ci d'entrer dans la catégorie des obèses.

Cette affaire obscure mérite la plus grande attention, car la Maison Blanche prétend, paraît-il, que le président mesure 192 centimètres alors que son permis de conduire ne lui en accorde que 190, pour 239 pounds (108,4 kilos), ce qui fait de lui un obèse selon les critères de l'IMC (indice de masse corporelle).

On ne sait pas encore qui sera chargé d'enquêter sur ce nouveau mensonge. Le plus simple serait de le traiter conjointement avec l'ingérence supposée de la Russie dans la campagne électorale de 2016.

Je trouve tout de même que Donald Trump, si obèse soit-il, a meilleure allure que l'ex-président français François Hollande, dont on avait l'impression qu'il se mettrait à rouler si on lui donnait une chiquenaude. Curieusement, aucun journaliste ne s'est jamais préoccupé de son indice de masse corporelle. Personne non plus ne se soucie des rondeurs de Mme Merkel ni de la maigreur du président Macron.

Il est vrai que personne ne se donne la peine d'ajouter deux centimètres à leur taille pour donner du grain à moudre aux gens de presse.

*M.P.*

\*\*\*\*\*

*Le Pamphlet*

*Case postale 998*

*1001 Lausanne*

*Courriel: [courrier@pamphlet.ch](mailto:courrier@pamphlet.ch)*

*ccp:10-25925-4*

*Rédacteur responsable: Mariette Paschoud*

*ISSN 1013-5057*